

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 8 décembre au 11 décembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAfD approuve la 2^e phase du projet corridor Soudan du Sud – Éthiopie – Djibouti
- ❖ **Kenya** : Projet de désengagement de l'État de Safaricom
- ❖ **Somalie** : Le FMI valide la 4^e revue de l'ECF et augmente son appui financier

LE CHIFFRE A RETENIR

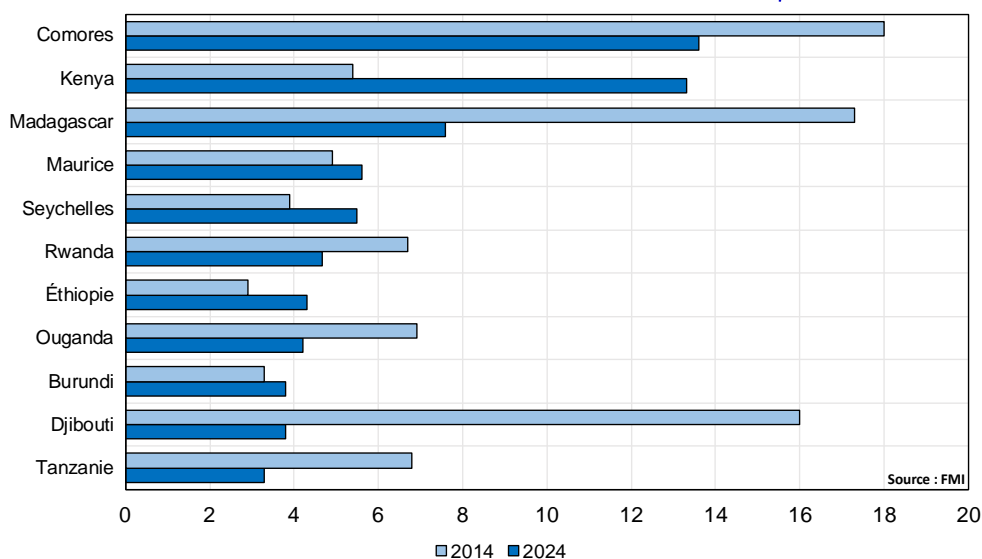
1,7 Md USD

UGANDA: Montant de l'accord avec les États-Unis pour le secteur de la santé

Le graphique de la semaine

AEOI : évolution des taux des prêts non performants (NPL ratio)

- en % de l'encours total de prêts -



Les prêts non performants désignent les crédits dont le remboursement est jugé improbable dans les conditions contractuelles ou qui présentent un retard de paiement supérieur à 90 jours. Ils constituent un indicateur clé de la qualité du portefeuille de crédit et, plus largement, de solidité du secteur bancaire.

En 2024, leur niveau met en évidence d'importantes disparités au sein de la région AEOI. Plusieurs pays – Kenya, Maurice, Seychelles, Éthiopie et Burundi – ont enregistré une hausse de ce ratio au cours des dix dernières années. La progression est particulièrement marquée au Kenya, où la dégradation du portefeuille de crédit s'est accentuée depuis la pandémie, notamment en raison de l'accumulation d'arriérés de paiement de l'État et de ses contractants, dans un contexte budgétaire tendu. Les banques sont aussi fortement exposées à des secteurs vulnérables, comme l'industrie manufacturière (où les NPL avoisinent 30 %) et l'agriculture. À l'inverse, des pays comme le Rwanda ou la Tanzanie continuent d'afficher des taux faibles, reflet de systèmes bancaires plus récents, prudents et faiblement exposés, soutenus par des exigences prudentielles strictes et une distribution de crédit plus sélective.

REGIONAL

La BAfD approuve la 2^e phase du projet corridor Soudan du Sud–Éthiopie–Djibouti

La BAfD a approuvé le financement de la deuxième phase du projet de corridor de transport Soudan du Sud–Éthiopie–Djibouti, via une subvention d'un montant de 214,5 M USD. L'Éthiopie bénéficiera de 181,5 M USD destinés à la construction d'une voie rapide de 64 km ainsi qu'au déploiement de systèmes de transport intelligents. Djibouti recevra 29,71 M USD pour la modernisation de 18 km de route reliant Dikhil à Mouloud, tandis que le Soudan du Sud bénéficiera de 3,26 M USD pour la réalisation d'études en vue de la modernisation de 280 km de route entre Kapoeta, Boma et Raad. Le projet prévoit également la modernisation de voies d'accès en Éthiopie et à Djibouti. Au-delà des infrastructures, il comprend un important volet de renforcement des capacités, notamment des trois agences des routes nationales. De plus, l'Éthiopie construira et équipera un centre de formation technique professionnalisant en ingénierie dans la zone du projet.

COMORES

Un investissement de la diaspora comorienne soutenu par le programme AFD–Expertise France

Le Naya Lodge, nouvel établissement hôtelier, a ouvert le 7 novembre à Mitsamiouli, au nord de Grande Comore. Porté par des membres de la diaspora comorienne, le projet a bénéficié de l'appui du programme « Diaspora », mis en œuvre par Expertise France et financé par l'AFD, qui accompagne les initiatives entrepreneuriales diasporiques à fort impact local. Présenté comme un bon exemple de cette dynamique, le Naya Lodge illustre la montée en puissance des investissements productifs de la diaspora dans le développement économique des Comores, tout en renforçant l'attractivité touristique de la région.

DJIBOUTI

Précisions sur les revenus portuaires liés au commerce éthiopien

Le président de l'Autorité des Ports et des Zones Franches (APZF) de Djibouti, Aboubaker Omar Hadi, a précisé les conditions d'utilisation du port de Djibouti par l'Éthiopie. Les recettes générées par les importations et exportations éthiopiennes sont estimées à environ 400 M USD, couvrant l'utilisation du port, le fret domestique, le transbordement et le transit. Le chiffre de 1,4 Md USD relayé par la presse djiboutienne et éthiopienne inclurait en réalité les activités de transport réalisées en Éthiopie, assurées majoritairement par des entreprises de transport éthiopiennes. Il a en outre suggéré le recours au nouveau chantier naval de Djibouti pour assurer la maintenance des navires de la compagnie Ethiopian Shipping Lines (ESL).

ÉTHIOPIE

Moins de 40 % des projets d'IDE ont été mis en œuvre depuis 2019

D'après le rapport de la commission fédérale anti-corruption (FEACC), portant sur les systèmes d'octroi de licences d'Investissements directs étrangers (IDE) et la mise en œuvre post-investissement, moins de 40 % des projets d'IDE se sont concrétisés sur les six dernières années. Sur les 1509 licences délivrées aux investisseurs étrangers par la Commission éthiopienne des investissements (EIC), seuls 586 investisseurs (39 %) ont débuté leurs opérations après obtention de la licence. De ce fait, bien que le pays ait réussi à attirer en moyenne 3,3 Md USD d'IDE/an sur la période, les projets qui se sont concrétisés ne représenteraient que 1,8 Md USD au taux de change actuel. En outre, la FEACC a indiqué que l'EIC n'aurait répondu qu'à 20 % des 213 plaintes liées aux IDE. Certaines des plaintes concernaient la pénurie de devises étrangères, les problèmes de sécurité, et le manque d'infrastructures adéquates pour mener à bien les opérations des entreprises.

De nombreuses pratiques de corruption dénoncées dans les projets d'irrigation

Un rapport de la Commission fédérale éthiopienne de lutte contre la corruption (FEACC) met en

évidence de graves dysfonctionnements dans les projets d'irrigation, de construction de barrages et de développement des plaines du pays. Le document fait état de pratiques récurrentes de détournement de fonds, de fraudes, de procédures de passation de marchés non conformes, ainsi que de favoritisme. Selon le rapport, 4 projets d'irrigation à grande échelle demeurent inachevés malgré un financement additionnel cumulé de 30 Md ETB (168,2 M EUR) et des délais d'exécution atteignant parfois dix fois la durée initialement prévue. Le taux moyen d'avancement de ces projets ne dépasserait pas 17,4 %, alors que certains sont en chantier depuis près de 13 ans. Par ailleurs, sur les 8 projets d'irrigation examinés, 7 auraient été attribués par procédure directe sans mise en concurrence. Le rapport souligne un déficit d'expertise et un manque de supervision, en raison de l'implantation des projets en zones reculées, accroissant les risques de corruption.

Lancement de la stratégie nationale de paiement 2.0

L'Éthiopie a lancé la deuxième phase de sa stratégie nationale de paiement (NDP 2.0) qui sera en vigueur jusqu'en 2030. La NDP 2.0 vise à mettre en place une infrastructure centralisée d'échange de données d'ici 2030. Elle a pour objectif d'inclure davantage les habitants des zones rurales et les femmes dans l'utilisation des paiements numériques. D'autre part, la NDP 2.0 vise à augmenter le nombre annuel des transactions par individu de 54 à 275 et augmenter les paiements marchands de 24 % à 60 %. La NDPS 1.0 a permis l'augmentation des comptes de monnaie mobile de 12,2 M en 2020 à 139,5 M en 2025 tandis que les comptes bancaires mobiles sont passés de 9,1 M à 54 M sur la même période. L'ouverture du secteur aux investisseurs étrangers constitue également une des réalisations de la NDP 1.0.

KENYA

La CBK abaisse son taux directeur à 9,0 %

Le 9 décembre, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Kenya (CBK) a de nouveau assoupli sa politique monétaire en réduisant son taux directeur de 25 points de base, portant celui-ci à 9,0 %. Il s'agit de la neuvième baisse consécutive depuis août 2024, dans un contexte d'inflation contenue et de volonté de soutenir le

crédit au secteur privé. Selon la CBK, les fondamentaux du système bancaire demeurent solides, avec des niveaux de liquidité et de capitalisation jugés adéquats. Le CPM anticipe que cette orientation monétaire plus accommodante contribuera à renforcer la demande intérieure et à soutenir l'activité économique en 2026. La CBK a également maintenu sa prévision de croissance autour de +5,3 % pour 2025 et 2026, portée par la reprise du secteur privé et l'amélioration progressive des conditions de financement.

Accord d'1 Md USD avec les États-Unis sur un mécanisme dette-contre-sécurité alimentaire

Les États-Unis, via la *Development Finance Corporation* (DFC), ont approuvé un mécanisme de *debt-for-food swap* d'1 Md USD conclu avec le Kenya. L'accord repose non pas sur un nouveau financement, mais sur une garantie apportée par la DFC sur une partie de la dette existante, permettant de réduire le coût des intérêts associés à cette tranche. Les économies ainsi réalisées devront être réinvesties dans des programmes de sécurité alimentaire, incluant le soutien à la production agricole et le développement d'infrastructures logistiques. Le gouvernement kényan présente ce dispositif, discuté depuis plus d'un an, comme une approche innovante de financement du développement mobilisant des créances existantes pour renforcer la résilience alimentaire, même s'il ne diminue pas la dette publique.

Projet de désengagement de l'État de Safaricom

Le gouvernement kényan envisagerait de céder environ 15 % de sa participation dans Safaricom, le géant local de la télécommunication. Cette opération, si elle se concrétisait, ferait passer la part de l'État d'environ 35 % à 20 %. Vodafone prévoit de se saisir de cette opportunité pour renforcer sa participation dans Safaricom, ce qui élèverait sa position autour de 55 %. Le ministère des Finances a indiqué plus tôt cette année qu'un désengagement progressif des entreprises publiques rentables pourrait contribuer à élargir l'espace budgétaire. Aucune confirmation officielle ni calendrier précis n'ont pour l'heure été publiés.

MADAGASCAR

Maintien des engagements de la Banque mondiale

La Banque mondiale a confirmé le maintien de ses projets à Madagascar tout en ajustant certaines modalités de financement. Aucun projet n'a été suspendu durant la crise, mais plusieurs décaissements ont été temporairement différés en attendant le rétablissement de la capacité administrative de l'État. Deux tranches d'appui budgétaire au titre des DPO (200 M USD) restent ainsi en attente, les réformes requises – notamment dans les télécommunications – n'étant pas jugées suffisamment avancées. Par ailleurs, un appui de 40 M USD destiné à Madagascar Airlines a été suspendu après l'abandon du plan de redressement Phénix 2030. Malgré ces ajustements, le portefeuille de 23 projets (environ 4 Md USD) demeure actif et les décaissements ont repris depuis le 12 novembre.

Adoption de la loi de finances 2026 par le Sénat

Le projet de loi de finances initiale 2026 (PLFI) a été adopté à l'unanimité par le Sénat le 5 décembre, dans la version amendée par l'Assemblée nationale. Elle prévoit une hausse de la croissance du PIB à +4,8 % en 2026 (tirée par les secteurs agricole et télécommunication) et une légère baisse de l'inflation (+7,1 %, après +8,2 %). Le déficit budgétaire devrait légèrement se creuser (-4,2 % du PIB, après -4,1 %), en raison d'une hausse plus forte des dépenses (+15,4 %), tandis que le taux de pression fiscale demeurerait stable (10,7 % du PIB). Il était proposé dans le cadre de la LFI 2026 une mobilisation des recettes fiscales supplémentaires de près de 51 M EUR, par la retaxation par la TVA à l'importation de 20 % pour plusieurs produits notables (notamment le pétrole lampant, le riz de luxe, les sons de blé, et les provendes pour volailles) qui a été refusée par l'Assemblée nationale. Les dépenses de fonctionnement connaîtraient une hausse importante (+22,5 %) due à l'augmentation de la masse salariale de +26,2 % et de dépenses ciblées d'investissement (+7,8 %).

MAURICE

Baisse du taux de NPL et hausse de la croissance du crédit au secteur privé

Selon la Banque centrale de Maurice, le secteur bancaire mauricien a enregistré en mars 2025 une amélioration de la qualité des prêts. Le ratio de prêts non performants (NPL) sur le total des prêts s'est élevé à 3,8 % (après 4,7 % en mars 2024). Cette performance s'accompagne d'une hausse du taux des provisions rapportées aux NPL, qui a atteint 62,3 % en mars 2025 (après 62,1 % en décembre 2024 et 52,5 % en mars 2024). Cette combinaison d'une baisse des NPL et d'un provisionnement accru renforce la solidité du secteur bancaire et soutient un environnement plus favorable au financement de l'économie, ce qui a permis une accélération du crédit au secteur privé, à +10,0 % en mars 2025.

UGANDA

Accord de 1,7 Md USD avec les États-Unis pour le secteur de la santé

Le 10 décembre, les États-Unis et l'Ouganda ont signé un accord de cinq ans prévoyant un soutien de 1,7 Md USD pour renforcer le système de santé national. Les autorités ougandaises s'engagent en contrepartie à augmenter leurs dépenses de santé de 577 M USD sur la période. Cette enveloppe s'inscrit dans la stratégie « America First » de l'administration américaine, qui vise à améliorer la sécurité sanitaire mondiale tout en consolidant le rôle des États-Unis comme principal contributeur dans le secteur. L'Ouganda devient le troisième pays d'Afrique de l'Est – après le Kenya et le Rwanda – à rejoindre cette approche. Ces fonds financeront la lutte contre les maladies infectieuses mais également la santé maternelle et infantile. L'accord prévoit un investissement massif dans les systèmes de données et de surveillance épidémiologique pour renforcer l'écosystème de données du gouvernement ougandais et soutenir sa stratégie de numérisation.

Deux projets majeurs pour dynamiser la sidérurgie et le graphite

L'Ouganda renforce son industrie minière et métallurgique avec deux projets d'envergure. À Tororo, le président ougandais et son homologue

kenyan ont inauguré l'usine sidérurgique Devki Mega Steel, un investissement de 500 M USD visant une capacité d'1 million de tonnes /an. Le projet doit réduire une dépendance sidérurgique évaluée à près de 5 Md USD d'importations annuelles et valoriser localement environ 500 millions de tonnes de gisements de fer identifiés dans l'est et le sud-ouest du pays. Porté par le groupe Devki et financé par l'industriel kényan Narendra Raval, il s'inscrit dans la stratégie nationale d'indépendance industrielle et de renforcement des chaînes de valeur régionales. Parallèlement, la société britannique Blencowe Resources a publié l'étude de faisabilité du projet Orom-Cross, la première mine de graphite du pays. Développé en deux phases pour atteindre jusqu'à 90 000 de tonnes de concentré, le projet nécessitera 160 M USD d'investissements, avec un taux de rendement estimé à 96 %.

RWANDA

Accord de 228 M USD avec les États-Unis pour le secteur de la santé

Les États-Unis et le Rwanda ont signé un accord de cinq ans portant sur 228 M USD pour soutenir le système de santé rwandais, dans le cadre de la nouvelle *America First Global Health Strategy*. Washington financera jusqu'à 158 M USD, tandis que Kigali augmentera de 70 M USD ses investissements domestiques afin d'assumer progressivement une plus grande part des dépenses de santé. Le partenariat vise à renforcer la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies infectieuses, à améliorer la surveillance épidémiologique et à appuyer les capacités de réponse aux épidémies. L'accord prolonge également la coopération technologique existante, notamment l'utilisation des drones Zipline pour la distribution de produits médicaux.

Lancement du système national de paiement en ligne eKash

Le Rwanda a lancé eKash, un système national de paiement digital destiné à unifier les transactions électroniques et à améliorer l'interopérabilité entre banques, opérateurs de mobile money et fintechs. La plateforme permet des transferts instantanés entre banques et services de mobile money, en remplaçant les systèmes jusque-là dispersés. Elle vise à améliorer l'efficacité des paiements domestiques

et à soutenir l'inclusion financière, en particulier pour les petites entreprises et les ménages peu bancarisés. eKash n'aurait pas vocation à remplacer des services comme MoMo (MTN Mobile Money), mais viendrait plutôt les compléter en fournissant une infrastructure commune facilitant leur interopérabilité. Le projet s'inscrit dans la stratégie nationale de digitalisation des services financiers.

SOMALIE

Le FMI valide la 4^e revue de l'ECF et augmente son appui financier

Le Conseil d'administration du FMI a achevé la 4^e revue de la Facilité élargie de crédit (ECF), en place depuis décembre 2023 au profit de la Somalie. À cette occasion, il a approuvé la demande des autorités visant à augmenter l'enveloppe totale du programme de 40 M USD, portant le financement total de 100 M USD à 140 M USD. Cette décision ouvre la voie à un décaissement immédiat d'environ 30 M USD – contre 10 M USD par tranche auparavant – un montant qui devrait être reconduit lors de la 5^e revue programmée pour le 1^{er} semestre 2026. Dans son communiqué, le FMI salue la bonne performance budgétaire de 2025, portée par une forte mobilisation des recettes intérieures dans un contexte de diminution de l'aide extérieure. L'institution souligne également que le budget 2026, récemment approuvé, est aligné sur les objectifs du programme, avec une maîtrise des dépenses tout en préservant les secteurs prioritaires.

SOUDAN DU SUD

Le Kenya critiqué pour sa nouvelle taxe de sécurité sur les conteneurs

Le gouvernement a contesté la nouvelle taxe de sécurité de 5 000 USD imposée par le Kenya sur les conteneurs, estimant que ce prélèvement alourdit considérablement les charges des commerçants et accentue la congestion du port de Mombasa, où plusieurs centaines de conteneurs restent immobilisés. Lors d'une réunion avec la ministre du Commerce et de l'Industrie, Atong Kuol Manyang, les représentants du secteur privé ont alerté sur les risques pesant sur les chaînes d'approvisionnement nationales. Le ministre des Transports, Rizik Zakaria, a qualifié ces frais d'« injustifiables », rappelant qu'ils

sont largement supérieurs à ceux appliqués à d'autres pays de la région, comme l'Ouganda (1 000 USD) ou la RDC (1 500 USD). Dans le même temps, la ministre du Commerce a annoncé la suppression des frais de suivi des conteneurs, jusque-là fixés à 3 850 USD, afin de réduire la pression sur les opérateurs.

SEYCHELLES

Hausse de +15 % des arrivées touristiques en novembre 2025 en glissement annuel

Au total, 36 894 visiteurs sont arrivés aux Seychelles en novembre 2025, soit une hausse de +15 % en glissement annuel. L'ensemble des visiteurs étaient majoritairement des vacanciers (87,4 %), avec une durée moyenne de séjour de 9,6 nuits, toutefois en légère baisse par rapport à 2024 (9,8) et 2019 (10,1). Ce regain d'activité touristique s'inscrit dans une dynamique favorable, avec des niveaux désormais supérieurs à ceux de 2024 et proches de ceux d'avant la pandémie, malgré un recul mensuel de 10,5 % par rapport à octobre 2025.

TANZANIE

Création d'une société nationale de garantie de crédit pour soutenir les PME tanzaniennes

La Bank of Tanzania (BoT) prévoit de créer une société anonyme de garantie de crédit afin de faciliter l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME). Selon le gouverneur Emmanuel Tutuba, cette structure permettra de réduire le risque supporté par les banques et d'élargir l'accès au crédit pour des entrepreneurs jusqu'ici exclus faute de garanties suffisantes. Inspirée de modèles internationaux, notamment celui de la Malaisie, l'initiative vise à libérer le potentiel du secteur des PME en Tanzanie. Le projet bénéficie du soutien du secteur bancaire local, notamment de la Tanzania Bankers Association (TBA) ainsi que de banques telles que NBC et CRDB Bank. En complément des mécanismes existants, tels

que l'Export Credit Guarantee Scheme et le SME Credit Guarantee Scheme, cette nouvelle entité devrait renforcer la portée et l'efficacité des garanties offertes, soutenir la croissance des PME, créer des emplois, attirer des investissements et renforcer la résilience de l'économie tanzanienne.

Le port de Bagamoyo entre en phase d'exécution

Le projet du port de Bagamoyo entre dans sa phase d'exécution après plusieurs années de retard. Le 6 décembre 2025, la Tanzania Ports Authority (TPA) a signé un protocole d'accord avec Africa Global Logistics (AGL) pour concevoir, construire et exploiter trois des vingt-huit quais prévus. Lancé en 2004 au sein de la Bagamoyo Special Economic Zone (BSEZ) et évalué à 10 Md USD, le projet de construction du port vise à transformer la Tanzanie en hub logistique régional. Les nouveaux quais, dont la construction doit commencer en janvier prochain, pourront accueillir de grands navires grâce à une profondeur supérieure à 17 mètres, surpassant les capacités actuelles du port de Dar es Salaam. Le volume de marchandises manutentionné au port est passé de 20,6 millions de tonnes en 2021/22 à 27,7 millions en 2025, avec un objectif de 30 millions d'ici 2030. Grâce à la connexion prévue au chemin de fer standard (SGR) et à une vaste zone industrielle, Bagamoyo se positionne pour devenir l'un des ports maritimes majeurs de l'Afrique de l'Est.